

FINANCES ET DEVELOPPEMENT DURANT LA PERIODE QUI A SUIVI
LES NATIONALISATIONS ET LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL.

Extrait de Development of the Egyptian Financial
System inputs 1967, Fawzi Mansour Ain Shams
Univ. Press p. 90 à 113.

JANVIER 1978.

FINANCES ET DEVELOPPEMENT DURANT LA PERIODE QUI A SUIVI LES
NATIONALISATIONS ET LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL.

Ecart entre l'Investissement et la Croissance.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la période de pré-libération a été essentiellement caractérisée par le niveau de quasi-stagnation du taux de croissance malgré un taux d'investissement relativement élevé, alors que dans la période post-libération le taux de croissance a été plus élevé que ne pouvait l'assurer le taux d'investissement d'alors. Nous avons également signalé le rôle actif de la politique financière pratiquée au cours de ces deux périodes, qui aurait contribué à la réalisation de ces deux résultats inattendus. Au cours de la troisième période, la période post-planification et post-nationalisation, l'accroissement de l'investissement a été considérable par rapport à la période antérieure, mais l'accroissement du taux de croissance de l'économie n'a pas revêtu des proportions semblables. D'ailleurs le taux d'investissement comme le taux de croissance économique ont continué de baisser de façon nette au cours de la cinquième année du plan et des deux années qui ont suivi (1964/65 à 1966-67) c'est-à-dire jusqu'à l'ouverture, avec la guerre de Juin 1967, d'une nouvelle phase qui ne sera pas étudiée dans le cadre de ce document.

En principe, la planification et la nationalisation devaient engendrer non seulement un taux d'investissement supérieur mais aussi un taux de rendement supérieur, quel que soit le taux d'investissement. Elles devaient également engendrer sinon un accroissement continu des taux d'investissement et de croissance (au cours des premières décennies notamment) du moins pas une baisse de ces taux. L'absence de ces deux résultats mérite d'être expliquée. Evidemment seuls les caractères spécifiques de l'économie et de la société, donc les facteurs socio-économiques, pourraient fournir une explication sérieuse. L'influence de ces facteurs s'est néanmoins manifestée surtout dans le domaine financier. Nous commencerons donc ici par donner un bref aperçu factuel de l'évolution fondamentale

des indicateurs de la croissance économique au cours de cette période. Puis nous étudierons comment cette évolution s'est reflétée au plan financier en recherchant ses causes dans les relations et l'évolution socio-économiques.

Le premier plan quinquennal (1961/62 - 1964/65) a démarré avec un taux d'investissement brut, représentant 15,5 p. 100 du produit national brut. Ce taux s'est continuellement accru et a atteint 19,5 p. 100 la quatrième année du plan. Il est ensuite tombé à 17,5 p. 100 au cours de la cinquième année. Si l'on considère l'ensemble des cinq années, l'investissement total a représenté 17,5 p. 100 du produit national brut total, contre 13,8 p. 100 pour l'ensemble des cinq années de la période allant de 1955/56 à 1959/60 soit une différence de 3,7 p. 100. Cet accroissement de 3,7 p. 100 ne représente qu'un taux de croissance de moins de 1 p. 100 si l'on compare les deux périodes quinquennales. C'est ce qu'indique d'ailleurs le fait que le revenu intérieur brut se soit accru à un taux annuel moyen de 6,5 p. 100 pendant la période du premier plan quinquennal, alors que le produit national brut s'était accru à un taux annuel moyen de 5,6 p. 100 entre 1955/56 et 1959/60 (le revenu national brut s'étant accru de 6,08 p. 100 au cours de cette même période). Compte tenu des limitations des statistiques disponibles, la base de comparaison n'est pas la même pour les deux périodes, puisque pour l'une les calculs sont basés sur le produit national brut ou le revenu national brut alors que pour l'autre ils sont basés sur le revenu intérieur brut ; mais la conclusion à laquelle on aboutit ne s'écarte guère de la réalité. Deux autres faits le confirment. D'une part, selon une autre source officielle, le revenu national se serait accru à un taux annuel moyen de 6,83 p. 100 entre 1955 et 1960. D'autre part dans la période du premier plan quinquennal le taux de croissance dans le secteur des services a été supérieur (6,8 p. 100) au taux de croissance dans le secteur de la production marchande (6,4 p. 100), si bien que la contribution de ce secteur au revenu national est tombée de 55,9 p. 100 à 55,4 p. 100. Et, comme on le sait, la contribution réelle du secteur des services à la croissance économique est difficile à évaluer et la base de calcul de cette contribution choisie peut-être contestable et incertaine.

EVOLUTION DU REVENU INTERIEUR BRUT AU COURS DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL (60/61 - 1964/65)

(en millions de livres aux prix constant de 1960/1950)

SECTEURS	Revenu intérieur brut Année de base 1950/1960	Produit Intérieur brut					Accroissement du revenu inté- rieur la cinquième année par rapport à l'année de base	Taux d'accrois- sement %
		1ère année 1960/61	2e année 1961/62	3e année 1962/63	4e année 1963/64	5e année 1964/65		
Agriculture	405,0	402,7	373,0	426,4	452,9	477,0	72,0	17,8
Industrie	256,3	285,6	209,9	329,2	369,6	385,0	128,7	50,2
Electricité	8,8	12,3	16,3	18,6	18,6	22,4	12,6	128,6
Construction	47,1	44,2	73,6	83,5	96,0	92,6	45,5	96,6
Secteurs de produits marchands (total)	718,2	744,7	772,8	857,5	937,1	977,0	258,8	36,0
Transport & Communications	92,9	102,2	116,9	127,1	144,0	157,6	64,7	69,6
Commerce & Finances	129,2	145,1	151,6	154,0	148,3	151,9	22,7	17,6
Habitat	73,0	73,8	76,2	77,6	78,7	80,1	7,1	9,7
Entreprises de Sce public	6,4	6,8	7,0	7,4	7,6	7,7	1,3	26,3
Autres services	265,5	290,9	287,6	313,1	354,0	387,9	122,4	46,1
Secteurs des services (total)	567,0	618,8	638,3	679,2	679,2	785,2	218,2	38,5
TOTAL GLOBAL	1285,2	1363,5	1411,1	1536,7		1762,2		37,1

(1) Le secteur "autres services" englobe l'éducation et la recherche scientifique, la santé, les services sociaux et religieux, les services culturels, récréatifs et touristiques, la sécurité, la justice et la défense, les services personnels et autres services gouvernementaux.

SOURCE : Bulletin de la Banque Nationale d'Egypte (1968 III) et rapport de contrôle et d'évaluation du premier plan quinquennal.

TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE DU REVENU INTERIEUR BRUT ET COEFFICIENT D'INVESTISSEMENT PENDANT LE
PREMIER PLAN QUINQUENNAL (1960/61 - 64/65)

Secteurs	1ère année 60/61	2e année 61/62	3e année 62/63	4e année 63/64	5e année 64/65	Taux annuel (moyen) de croissance	Affectation sectorielle de l'investissement en % de l'invest- tissement total
Agriculture	- 0,6	- 7,4	14,3	6,2	5,3	3,6	23,4 (1)
Industrie	11,4	8,5	6,2	12,3	4,2	8,5	26,7
Electricité	24,5	33,6	12,9	1,1	20,4	18,5	7,4
Construction	6,2	66,5	13,5	15,0	23,5	17,1	0,9
Total, secteurs de produits marchands	3,7	3,8	11,0	9,3	4,3	6,4	58,4
Transports et Communications	10,0	14,4	8,7	13,3	9,4	11,2	19,5 (2)
Commerce & Finance	12,3	4,5	1,6	- 3,7	2,4	3,4	1,3
Habitat	1,1	3,3	1,8	1,4	1,8	1,9	10,7
Entreprises de service public	6,3	2,9	5,7	2,7	1,3	3,8	3,3
Autres services	9,6	- 1,5	9,2	13,1	9,6	8,6	6,8
Secteurs des services (total)	9,1	3,2	6,4	7,9	7,2	6,8	41,6
Total global	6,1	3,5	8,9	8,7	5,5	6,5	100,0
Investissement total en % du revenu intérieur brut	16,5	17,8	19,2	21,7	19,5		
Investissement total en % du produit national brut	15,5	16,6	17,8	19,7	17,8		

(1) Ce chiffre englobe l'irrigation et le drainage (9,1 %) et le Grand Barrage (6,5 %)

(2) Ce chiffre englobe le Canal de Suez (1,6 %)

Source : Rapport de contrôle et d'évaluation du 1er Plan Quinquennal (Partie I, Fev.1966, Le Caire

TABLEAU III

EVOLUTION STRUCTURELLE DU REVENU INTERIEUR BRUT PENDANT
LA PERIODE DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

Secteurs	Année de base 59/60	Années du Plan				
		1ère année 60/61	2e année 61/62	3e année 62/63	4e année 63/64	5e année 64/65
Agriculture	31,5	29,5	26,4	27,8	27,1	27,1
Industrie	19,9	21,0	22,0	21,4	22,1	21,8
Electricité	0,8	0,9	1,2	1,2	1,1	1,3
Construction	3,7	3,2	5,2	5,4	5,8	5,2
Secteur de production marchande (Total)	55,9	54,6	54,8	55,8	56,1	55,4
Transports et Communications	7,2	7,5	8,3	8,3	8,6	-9,0
Commerce & Finances	10,0	10,7	10,7	10,0	8,9	8,6
Habitat	5,7	5,4	5,4	5,0	4,7	4,6
Entreprises de Service public	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Autres services	20,7	21,3	20,3	20,4	21,2	22,0
Secteur des services (Total)	44,1	45,4	45,2	44,2	43,9	44,8
TOTAL GLOBAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCE : Rapport de contrôle et d'évaluation du premier plan quinquennal

TABLEAU IV

REVENU NATIONAL AU COUT DES FACTEURS EN 1965/66 ET 1966/67
 ANNEE DE BASE 1964/65 (en millions de livres et aux prix de
 l'année de base 1964/1965)

Secteur Economique	Année de base 1964/65	Années		Taux annuel de croissance en %		Accroissement en % de l'année 1964/65 et 1966/67
		1965/66	1966/67	1965/66	66/67	
Agriculture	582,1	588,1	569,5	1,0	- 3,2	- 2,2
Exploitation minière & Industrie	432,4	433,8	436,9	2,5	0,7	3,2
Construction	92,6	94,9	88,5	2,3	- 6,7	- 4,4
Electricité	23,2	24,3	25,2	4,7	3,7	8,6
Total, Secteur de production marchande.	1121,3	1141,1	1120,1	1,8	- 1,8	- 0,1
Transports, Communications et Entreposage	176,0	194,7	201,3	10,6	3,4	14,4
Commerce & Finances	168,0	180,2	190,7	7,3	5,8	13,5
Total du secteur de distribution	344,0	374,9	392,0	9,0	4,6	14,0
Habitat	74,9	76,1	78,8	1,6	3,6	5,2
Entreprises et services publics	8,2	9,1	9,4	11,0	3,3	14,6
Autres services	414,2	447,7	462,4	8,1	3,3	11,6
Total du secteur des services	497,3	532,9	550,6	7,2	3,3	10,7
Total global	1962,6	2048,9	2062,7	4,4	0,7	5,1
Correction du prix	12,4	14,4	14,4	-	-	-
	1975,0	2063,3	2077,1	4,5	0,7	5,2

Source : Ministère du Plan, le Caire, cité par le Dr. Mohamed Adel Elhamy dans un document intitulé "Problems of War Economics: The Case of the United Arab Republic."

Dans la cinquième année du plan (1964/65) le taux de croissance du revenu intérieur brut est tombé de 8,7 p. 100 à 5,5 p. 100. Et surtout le taux de croissance du secteur de production marchande est tombé de 9,3 p. 100 à 4,3 p. 100 alors que dans le secteur des services il tombait de 7,9 p. 100 à 7,2 p. 100. Au cours de la même année, le taux d'investissement est tombé de 21,7 p. 100 à 19,5 p. 100 l'année suivante (Tableau IV) le taux de croissance du revenu national est tombé plus bas, 4,4 p. 100, et ensuite à 0,7 p. 100 en 1966/67. Les mauvaises récoltes -- qui ont entraîné une baisse du revenu agricole de 3,2 p. 100 cette année là -- expliquent en grande partie ce résultat, mais ne constituent pas la seule raison ni même la principale raison. Le taux de croissance dans l'industrie et l'exploitation minière n'a été que de 0,7 p. 100 et le taux de croissance dans la construction s'est réduit de 6,7 p. 100. Le revenu produit par le secteur de la production marchande pris dans son ensemble s'est réduit de 1,8 p. 100 alors que dans les services le revenu -- habituellement extensible -- s'est accru de 3,3 p. 100. Au moment de la rédaction de ce document, nous ne disposons pas de chiffres d'investissement officiels pour ces deux années, mais il est quasi-certain que l'investissement a considérablement diminué.

II. L'aspect financier.

Si l'on considère maintenant l'aspect financier qui, comme nous l'avons déjà suggéré, assure le lien entre ces résultats (imprévus dans une économie où, sauf dans l'agriculture, les principales grandes entreprises modernes et institutions sont nationalisées et où l'on applique officiellement le principe de la planification globale) et les facteurs fondamentaux qui ont déterminé ces résultats, nous notons qu'au cours de cette période l'offre monétaire totale s'est considérablement accrue, passant de 404,8 millions de livres en 1960 à 652,4 millions de livres en 1965, soit un taux d'accroissement global de 61,17 p. 100 ou un taux annuel moyen de 10,02 p. 100 contre 3,55 p. 100 au cours de la période quinquennale antérieure. Cet accroissement a essentiellement concerné la circulation monétaire nette (l'émission totale de monnaie s'étant elle-même accrue de 109 p. 100 entre le début de 1961 et la fin de 1965). Les dépôts à vue des particuliers ne se sont accrus que très modérément au cours de cette période. Les autres facteurs d'expansion de l'offre monétaire ont été neutralisés par des facteurs contraires.

Le plus important de ces facteurs a été les créances du système bancaire sur l'Etat, facteur d'expansion principal, qui se sont accrues de 350,6 millions de livres en 1960 à 838,1 millions de livres en 1965, soit un accroissement de 139 p. 100. Dans les années qui ont suivi, l'expansion monétaire a eu tendance à ralentir, même si elle ne s'est pas en fait arrêtée. Nous ne disposons pas encore de données pour l'ensemble de l'année 1967, mais nous notons par exemple qu'en 1966 on a enregistré, pour la première fois depuis 1959, une réduction de la circulation monétaire nette de 5,5 millions de livres par rapport à l'année antérieure. A la même période les dépôts à vue des particuliers se sont accrues de 37,7 millions de livres, mais, au cours de cette année (1966), le taux de croissance a été inférieur au taux enregistré pour 1965. Il semblerait aussi que cette tendance contre-expansionniste s'est maintenue l'année suivante, du moins jusqu'en juin 1967, pour laquelle nous disposons de statistiques au moment de la rédaction de ce document.

Le déficit du budget de l'Etat a été le principal facteur de l'expansion monétaire considérable de la période du premier plan quinquennal. C'est d'ailleurs ce que prouve le fait que, alors qu'en 1960/61 le déficit budgétaire était de 159,6 millions de livres (soit 29 p. 100 des recettes budgétaires), en 1964/65 il avait atteint 356,1 millions de livres, soit 44 p. 100 des recettes budgétaires. Il est ensuite tombé à 248,9 millions de livres en 1965/66, soit une réduction de 107,2 millions de livres, ce qui a engendré la tendance contre-expansionniste dont nous venons de parler. En 1966/67 cette tendance s'est maintenue, mais a été beaucoup moins accentuée et le déficit s'élevait à 239,4 millions de livres, soit une réduction de 8,5 millions de livres par rapport à 1965/66.

L'indice officiel de coût de la vie (1939 = 100) est passé de 306 en 1960 à 377 en 1965, alors qu'entre 1955 et 1960 il était passé de 283 à 306 seulement. L'évolution de l'indice des prix des denrées alimentaires et des prix de gros (voir tableau suivant) est peut être plus significative (1939 = 100).

Année terminale	Denrées alimentaires	Prix de gros	Coût de la vie
1955	322	351	203
1960	388	418	306
1965	499	490	377
1966	568	526	394
1967	618	553	332

La hausse considérable des prix entre 1960 et 1965 par rapport à la période 1955-1960, correspond bien au taux d'expansion monétaire dans ces deux périodes : expansion modérée en 1955-60 et beaucoup plus accentuée en 1960-65. Le fait que la hausse des prix se soit maintenue après 1965 malgré l'adoption d'une politique monétaire anti-inflationniste, les résultats de ce que cette politique a été doublée d'un accroissement considérable des impôts directs frappant certains articles de consommation importants et d'une hausse délibérée des prix d'autres biens, hausse dont le but était de contre-carrer les tendances inflationnistes manifestées dans l'économie.

Le recours trop marqué au financement par le déficit (déficit systématique) et la pression à la hausse du niveau général des prix qu'il entraîne ne pouvaient qu'influer sur la situation de balance des paiements du pays et la valeur de sa monnaie : un accroissement considérable de déficit de la balance des paiements et dépréciation de la valeur de la monnaie nationale par rapport aux autres monnaies. Lorsque les "réserves de devises" ont été épuisées au début de cette période et qu'il a fallu dans une grande mesure recourir à l'emprunt extérieur pour combler le déficit, le système du déficit systématique, avec déficit de la balance des paiements et accroissement de la dette extérieure a tendance à devenir cumulatif,

compte tenu notamment des charges supplémentaires imposées par le service (inté-
rêt et remboursements échelonnés) de la dette extérieure. Il nous faut faire
remarquer ici que ce processus cumulatif intervient même lorsque la dette étran-
gère est utilisée surtout pour financer l'investissements et non la consommation
courante, à moins que ces investissements n'engendrent dans un délai raisonnable
un accroissement considérable de la capacité d'exportation ou une réduction des
importations. Ce ne fut néanmoins pas le cas dans la période du premier plan quin-
quennal, et ce pour des raisons liées à la structure de l'investissement et à la
rentabilité de cet investissement, c'est-à-dire à la performance générale de
l'économie dans son ensemble. D'autres facteurs extérieurs - tels que la détério-
ration générale des termes de l'échange qui frappe les pays en voie de dévelop-
pement - ont aussi contribué à ce résultat. Ces remarques nous amènent naturelle-
ment à essayer d'examiner - brièvement évidemment - les facteurs véritables,
c'est-à-dire les facteurs socio-économiques, qui ont influé sur la performance
du système financier décrit plus haut.

III. Les facteurs socio-économiques. Deux questions importantes en matière financière.

Dans une étude consacrée aux questions financières et non à une analyse
générale du développement socio-économique, compte tenu des remarques faites plus
haut en ce qui concerne le fonctionnement du système financier, on peut cerner
la relation entre les facteurs financiers et les facteurs socio-économique en
répondant aux deux questions suivante :

1. Pourquoi, dans une économie qui recourt officiellement à la planifi-
cation globale et où l'Etat contrôle les principaux secteurs modernes, a-t-on eu
recours au déficit systématique qui engendre et multiplie les pressions inflatio-
nnistes ?

2. Etant donné que le déficit systématique était motivé par le désir de réaliser un taux d'investissement élevé, dans quelle mesure la structure de l'investissement et les résultats engendrés atténuent ou accentuent les pressions inflationnistes qui devraient normalement résulter de cette méthode de financement de l'investissement.

Nous aborderons successivement ces deux questions.

1. La base socio-économique du financement de l'investissement par le déficit systématique.

Deux points doivent être éclairés avant d'essayer de répondre à la première question. Il s'agit premièrement de savoir si le taux d'investissement effectivement réalisé au cours des années du plan était trop élevé par rapport aux possibilités de l'économie. Deuxièmement les mesures de redistribution du revenu et de réforme sociale mises en oeuvre pendant la période du plan quinquennal ont-elles contribué d'une façon ou d'une autre - en réduisant la capacité d'épargne et d'investissement de l'économie - au recours au déficit systématique pour financer l'investissement ?

S'agissant du premier point, tous les critères disponibles indiquent que - dans certaines conditions - le taux d'investissement atteint ne peut pas être considéré comme étant trop ambitieux compte tenu des potentialités de l'économie. Qu'on le compare aux taux d'investissement réalisés, à certaines périodes, dans les pays capitalistes hautement développés sans pressions inflationnistes considérables ou aux taux d'investissements réalisés sans pressions inflationnistes dans les pays socialistes qui ont commencé leur transformation socialiste à un faible niveau de développement industriel, le taux effectif d'investissement compris entre 15,5 p. 100 et 19,7 p. 100 du PNB enregistré en Egypte pendant la période du premier plan quinquennal, ne peut pas être considéré comme trop élevé. Si l'on compare la période de cinq ans qui a suivi les nationalisations et celle de cinq

ans également qui les a précédées où la plus grande partie des ressources économiques étaient à la disposition des classes capitalistes ou féodales, donc soit allaient à la consommation inutile, soit étaient transférées en contrebande à l'extérieur, soit étaient immobilisées, la différence des taux moyens d'investissements entre ces deux périodes (environ 3,7 p. 100) ne justifie pas le taux marqué de financement par déficit systématique ni les pressions inflationnistes apparues après le premier plan et les nationalisations.

Il est bien connu que, outre le taux d'investissement, le type d'investissement - c'est-à-dire investissement à long terme ou à court terme - influence directement sur l'ampleur des pressions inflationnistes que le déficit systématique peut engendrer, et il est certain, semble-t-il, que l'investissement à long terme (par exemple le projet du grand barrage et les projets d'assainissement des terres qui y sont associés) a été relativement plus important après le premier plan et les nationalisations que dans la période antérieure. Ce facteur aurait néanmoins pu être neutralisé, comme nous le verrons, si les projets d'investissement à moyen et court terme avaient été du type qui, axé sur la production de biens de consommation de masse dont la demande s'accroît par suite d'un accroissement de l'emploi, constitue un complément des plans d'investissement à plus long terme. En ce qui concerne ce facteur, il s'agit donc d'une question de coordination, au niveau de la demande globale, entre les différents projets d'investissement. Nous aborderons cet aspect plus loin.

Enfin, il nous faut aborder dans ce contexte, la question de la contribution de réserves monétaires et distinguer dans ce cadre la constitution de réserves et la dilapidation de ces réserves et la thésaurisation interne ou la désaccumulation interne comme nous l'avons vu, la période qui a précédé le premier plan et les nationalisations était caractérisée par le fait que l'on puisait dans ce qui restait de la balance sterling (ou réserves en sterling)

accumulée. Et, ceci impliquant un accroissement des achats de biens à des sources étrangères a eu pour effet de neutraliser les pressions inflationnistes engendrées par le recours au déficit systématique. La période qui a suivi le premier plan et les nationalisations a été au contraire caractérisée par un taux élevé d'endettement extérieur. L'endettement extérieur a toutefois le même effet que la dilapidation des réserves en devises s'agissant du moins de la neutralisation de la pression inflationniste, bien que certaines réserves puissent être faites à cet égard. On ne dispose pas en quantités suffisantes des ressources productives locales nécessaires pour compléter les importations, certaines pressions inflationnistes "sectorielles" peuvent apparaître, qui peuvent s'étendre à d'autres domaines. C'est ce type de processus qui a été parfois relevé dans l'économie égyptienne au cours de cette période (par exemple pour le ciment). Finalement, l'emprunt étranger effectué au cours de cette période ne peut toutefois pas être tenu - en soi - pour responsable des pressions inflationnistes de base qui se sont multipliées dans l'économie, d'autant plus qu'une part considérable de cet emprunt était liée à l'importation de certaines denrées alimentaires, du blé en particulier. Nous aborderons plus loin la question de l'accumulation ou de la désaccumulation interne.

Le second point qu'il faut éclaircir est celui de l'effet de la distribution du revenu sur le taux de consommation donc sur le taux d'épargne et partant sur la nécessité de recourir au déficit systématique pour assurer le taux d'investissement requis. Une littérature considérable s'est développée sur ce point, littérature qui diffusait la thèse selon laquelle par suite de mesures "socialistes", de la réduction de l'inégalité dans la répartition du revenu, de l'emploi accru, et de l'élévation du niveau de vie, la consommation s'est accrue à un taux considérablement plus élevé que le revenu national, ce qui a entraîné une réduction du taux d'épargne et de la capacité d'investissement

du pays. Ainsi par exemple on constate, à l'appui de cette thèse, que tandis qu'au cours de ces cinq années le revenu intérieur brut s'était accru de 46,6 p. 100 aux prix courants, les salaires s'accroissaient de 59,9 p. 100, aux prix courants également. Il faut remarquer que ce mode de raisonnement - en vogue - ne vise pas à ventiler la catégorie "salaires", qui englobe toutes sortes de salaires et de rémunérations, en ses différents éléments selon la catégorie ou le type de travail. Il ne vise pas non plus à traduire les prix courants en prix constants, ces prix étant tout à fait différents pour les salaires de ce qu'ils sont pour le produit national brut. La même source qui a présenté les chiffres antérieurs indique que la part des salaires dans le revenu national s'est élevée de 42,8 p. 100 dans l'année de base à 46,7 p. 100 la cinquième année et si l'on englobe dans les revenus des propriétés les revenus des différents types de propriétés - privée et publique, ils sont tombés de 57,2 p. 100 dans l'année de base à 53,3 p. 100 la cinquième année. Cette source signale également qu'au cours de cette période l'emploi s'était accru de 22 p. 100 chiffre qui indique que l'accroissement en prix constant, de 59,9 p. 100, des salaires totaux n'est pas aussi important qu'il ne semble à première vue.

Les exemples ci-dessus ne visent qu'à montrer que les variations des taux de consommation, notamment de la consommation des différentes classes, et la relation entre ces variations et les taux effectifs et potentiels d'investissement, doivent encore être analysés de façon scientifique. En l'absence des données requises pour une telle analyse, nous nous bornerons à faire les remarques suivantes :

a) Il n'y a pas de doute que le taux d'accroissement de l'emploi a été considérablement élevé dans la période qui a suivi le premier plan quinquennal et les nationalisations, et il a été largement supérieur au taux d'accroissement démographique (15 p. 100 en cinq ans). Cet accroissement de l'emploi -- et l'amélioration du niveau de vie qui en est résulté -- revêt une importance plus grande même que ne le suggère le taux global d'accroissement de 22,1 p. 100. Les chiffres les plus significatifs à cet égard sont ceux relatifs à l'emploi industriel (37,1%), à la construction (86,6%) et aux transports et communications (27,0%). (La part de ces secteurs dans l'emploi total s'est élevée respectivement de 10,0 p. 100 à 11,2 p. 100 pour l'industrie, de 3,1 p. 100 à 4,7 p. 100 pour la construction, et de 3,6 p. 100 à 3,5 p. 100 pour les transports et communications). L'emploi dans l'agriculture, qui est plutôt estimé en termes résiduels plutôt qu'en termes précis, s'est accrue de 16,5 p. 100, ce qui implique donc une réduction de sa part dans l'emploi total de 54,0 à 51,5 p. 100.

b) Ce passage du secteur agricole à l'industrie, à la construction et aux transports et communications, est en soi une preuve de l'élévation du niveau de vie. Il indique l'établissement d'une forme d'acquisition de revenus, stable par rapport à l'emploi saisonnier ou au chômage déguisé liés à l'agriculture. De plus, dans ces occupations, les taux de salaires sont supérieurs à ceux pratiqués dans l'agriculture. Ce déplacement de l'emploi, et certaines mesures légales fixant les salaires minimums des travailleurs agricoles (chaque fois qu'elles ont été effectivement mises en oeuvre) ont contribué à l'amélioration des taux de rémunération du travail agricole, en particulier dans les régions où de nouvelles industries étaient introduites. D'ailleurs, par suite de la Réforme agricole, un certain nombre, toutefois limité, de travailleurs agricoles et de paysans pauvres ont été transformés en paysans moyens. Certains propriétaires fonciers ont d'autre part bénéficié de la limitation de la rente foncière décidée par voie législative et de l'offre gratuite de crédit agricole, chaque fois que le capitalisme rural n'a pas entravé la mise en oeuvre de ces deux mesures.

c) Bien que le nombre des personnes occupant un emploi rémunéré se soit accru et que de ce fait les gains familiaux totaux se soient élevés, il n'est pas certain, si l'on considère l'accroissement du coût de la vie, que le taux réel de gain par personne occupant un emploi rémunéré se soit accru, s'agissant notamment de la main-d'oeuvre non qualifiée et semi-qualifiée. Dans certaines occupations - comme la construction par exemple, qui est caractérisée par un coefficient élevé de main-d'oeuvre non qualifiée, ce taux s'était en fait réduit de 3,6 p. 100 aux prix courants. Dans l'industrie, le taux de salaire par habitant s'est accru de 22,8 p. 100 au cours des cinq années et de 21,6 p. 100 dans les transports et communications. Dans les deux cas il a été inférieur au taux de croissance du niveau de vie au cours de la même période. Cet écart paraît plus accentué si l'on se rappelle que les salaires qui se sont accrus de 59,9 p. 100 sont en fait toutes les rémunérations que tous les employeurs, y compris les administrateurs, les directeurs, les cadres, etc..., perçoivent pour leur travail. Il avait été estimé que, bien que le taux de rémunération de cette classe supérieure de salariés ne se soit pas considérablement accru au cours de cette période, les possibilités de promotions rapides qui leur étaient ouvertes étaient bien supérieures à l'accroissement total de l'emploi, ce qui non seulement améliorerait considérablement leur position relative mais accroissait également leur importance numérique relative.

d) Compte tenu de ces remarques, il semble qu'il serait difficile d'étayer les thèses selon lesquelles la redistribution meilleure du revenu national (et nous avons remarqué que, en ce qui concerne une grande partie de ceux qui perçoivent les salaires les plus bas et qui étaient déjà employés au début de la période de planification, la hausse du coût de la vie a surpassé les augmentations de salaires) a été la cause de l'absorption de l'accroissement du revenu national par l'accroissement de la consommation, si bien qu'il a été rendu difficile d'élever le taux d'investissement sans recourir au déficit systématique. Compte tenu de l'accroissement rapide des contributions de sécurité sociale et des impôts indirects, il semblerait, au contraire, que

la contribution des groupes de salariés inférieurs aux ressources budgétaires ait été plus considérable que celle d'autres secteurs et classes de la population.

Après avoir affirmé que le taux d'investissement ne peut pas être considéré comme trop élevé par rapport aux potentialités de l'économie et qu'on ne peut pas imputer aux mesures de redistribution du revenu la consommation excessive des masses salariées inférieures de la population - face, notamment à la hausse des prix - nous sommes plus à même d'établir un rapport entre les principales causes du recours au déficit systématique et facteurs suivants :

1 - le déséquilibre constant de la fiscalité, qui permet d'exonérer complètement en toute forme d'imposition directe une classe importante - le capitalisme rural - offre de nombreuses occasions d'évasion fiscale, notamment dans les secteurs du commerce privé, de la construction, des professions libérales et des différentes occupations et activités parasites. Bien que plus forte, la progression de l'impôt général sur le revenu n'est pas encore suffisamment marquée dans les tranches de revenus élevés normalement concernées.

2 - il faut développer davantage le point qui a trait aux activités de commerce, de construction et de spéculation. Bien que les nationalisations de 1960/1964 aient eu une portée considérable, des secteurs importants (outre l'agriculture) sont restés entièrement ou partiellement sous le contrôle du capital privé. Le commerce intérieur (gros, demi-gros, et détail) en est un exemple car malgré le contrôle exercé par l'Etat ou même les entreprises ou monopoles d'Etat pour certains produits ou dans certaines activités, le capital privé joue dans ce domaine un rôle d'intermédiaires non seulement entre les producteurs et les consommateurs mais aussi entre les différentes entreprises d'Etat ; le secteur de la construction, qui dans une période de développement rapide joue un rôle majeur dans l'économie, et qui n'était que partiellement nationalisé, est un autre exemple important. Ces deux secteurs ont exploité

au maximum les différentes pénuries et les goulôts d'étranglement apparus au cours de l'exécution du plan et ont créé de toutes pièces d'autres pénuries et goulôts d'étranglement par différentes formes de pratiques mauvaises. Tout ceci a abouti non seulement à la réalisation de profits supplémentaires qui échappent à l'impôt mais aussi à des hausses sectorielles des prix, au niveau tant de la production que de la distribution, ce qui, compte tenu de l'ampleur de ces hausses, a accentué la pression inflationniste générale. D'autre part cela a engendré un accroissement artificiel du coût de l'investissement, ce qui a entraîné une réduction du taux de rentabilité de l'investissement. Avant la fin du premier plan quinquennal, ces effets sont devenus évidents et on a commencé à mettre en oeuvre des mesures tendant à accentuer le mouvement de nationalisation et de réorganisation de ces secteurs.

3 - dans la période du plan quinquennal on a également enregistré un accroissement considérable de la "consommation dite publique", c'est-à-dire des dépenses de fonctionnement de l'Etat. Les chiffres du tableau de la page qui suit donnent une idée de l'évolution de la consommation finale et de la consommation publique en pourcentage du produit national brut (aux prix courants).

Ces chiffres indiquent également que, alors que la consommation privée, en pourcentage du produit national brut, n'était supérieure à celle de l'année de base que dans la seconde et la troisième année du plan, la consommation publique - en pourcentage également du PNB - a été supérieure à celle de l'année de base dans les trois dernières années de la période du plan, et cet accroissement a été surtout marqué dans les deux dernières années. Si l'on considère l'ensemble des cinq années, la consommation publique s'est accrue à un taux annuel moyen de 14,2 p. 100, alors que la consommation privée s'accroissait à un taux annuel moyen de 6,5% (chiffres calculés aux prix courants).

	Année de base (1959/1960) %	1ère année (1960/61) %	2e année (1961/62) %	3e année (1962/63) %	4e année (1963/64) %	5e année (1964/65) %
Consommation finale	87,2	85,6	89,1	88,4	87,5	85,9
Consommation publique	18,3	17,5	16,3	18,9	21,3	21,0
Consommation privée	68,9	68,1	72,8	69,5	66,2	64,9

Ces chiffres ou des calculs similaires - sont en général cités à l'appui de la thèse selon laquelle il faut attribuer essentiellement aux dépenses publiques excessives les pressions inflationnistes apparues au sein de l'économie. Une fois accepté le principe de la planification et de la responsabilité sociale de l'Etat, cet argument - lorsqu'on s'en tient là - devient manifestement sans fondement. Il faut cependant encore déterminer les fins auxquelles sont effectuées ces dépenses publiques accrues afin d'évaluer les effets.

Cet accroissement est évidemment dû en partie aux dépenses de défense imposées à l'Egypte. Il est également dû en partie à l'expansion de l'intervention publique en matière économique et sociale (administration du secteur nationalisé maintenant très vaste, dépenses au titre de l'éducation, de la culture et de la santé... etc...). Toutefois, on ne peut pas dire que c'est l'accroissement des dépenses publiques en soi qui a accentué les pressions inflationnistes mais plutôt (1) le fait que la croissance excessive du secteur des services n'a pas été accompagnée d'une croissance correspondante dans le secteur de la production marchande, et ce déséquilibre a engendré une pression à la hausse des prix des marchandises. Cette remarque est valable en ce qui concerne non seulement les activités directes de l'Etat, mais aussi l'ensemble de l'économie. (2) Les pressions inflationnistes ont été également accentuées par le fait que, dans le secteur des services comme dans celui de la production marchande, les dépenses, au titre des salaires notamment, n'ont pas été accompagnées d'une élévation proportionnelle du rendement ou de la productivité du fait, entre autres raisons liées à certaines lacunes de la planification, d'une croissance excessive de l'emploi, notamment chez les diplômés d'universités et de grandes écoles qui ne pouvaient pas être utilisés efficacement, et du fait également du coût croissant des cadres de direction et d'administration de plus en plus nombreux et bénéficiant d'une promotion rapide.

4 - compte tenu du fait que, sur le plan monétaire, des réactions adéquates ont été enregistrées, la pression inflationniste engendrée par les facteurs énumérés ci-dessus n'a pu que s'entretenir elle-même - lorsque les impulsions originelles persistaient pendant une période précise : la hausse des prix encourage la spéculation, les pratiques frauduleuses et l'exploitation des pénuries et des goulots d'étranglement. On assiste alors naturellement à des achats massifs de biens durables c'est-à-dire à un processus de désaccumulation, dans les classes qui ont thésaurisé ou qui accèdent facilement aux facilités de crédit du système bancaire. L'espoir que d'autres mesures de nationalisation ou de limitations seront prises, par exemple en ce qui concerne la propriété foncière, constitue une motivation supplémentaire pour ce type "d'accumulation" inutile c'est-à-dire l'accumulation de biens de consommation durables et précieux. Lorsque ceux-ci sont facilement accessibles par exemple en raison d'une expansion de la production de ces types de biens, cette motivation peut se concrétiser ce qui accentue davantage les effets de déséconomie de la pression inflationniste.

Nous ne nous attarderons pas sur les effets destructeurs qu'a ce processus non seulement sur l'équilibre nécessaire entre l'épargne et l'investissement mais aussi sur les processus de redistribution du revenu, de transformation sociale et de construction sociale, et nous aborderons maintenant le second aspect de notre étude : la relation entre la structure et les résultats de l'investissement d'une part et les pressions inflationnistes engendrées par le déficit systématique.

2. Structure et rendement de l'investissement en situation de déficit systématique.

47. Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé de déterminer les causes socio-économiques de l'évolution financière liées au déficit systématique. Dans les lignes qui suivent nous orienterons notre analyse dans le sens opposé. Nous partirons de la structure et des résultats des projets d'investissement prévus dans le cadre du plan, projets qui sont étroitement intégrés dans le cadre socio-économique, pour essayer d'en déterminer l'effet sur le plan financier. Puisque l'étude approfondie de cet aspect nous entraînerait trop loin, nous ne mentionnerons ici que les points les plus importants, et d'intérêt immédiat pour notre étude.

Avant d'aborder ces aspects, qui sont en soi plutôt négatifs, il faut rappeler d'abord que nous nous plaçons ici dans le cadre du premier plan quinquennal, c'est à dire dans une période où l'on n'avait pas encore acquis ou accumulé d'expérience en matière de planification ; il faut aussi rappeler que ce plan a été élaboré avant les nationalisations de 1960/61, donc à l'apogée du capitalisme privé égyptien, d'ailleurs, un grand nombre de projets d'investissement inclus dans le plan ont été empruntés au programme quinquennal d'industrialisation élaboré en 1957 et en portent l'empreinte. Cela implique également que le processus continu de réorganisation qui résulte du processus tout aussi continu de nationalisations, qui est intervenu principalement entre 1960 et 1964, et a culminé en Juillet 1961, ne pouvait, sur le plan organisationnel, qu'affecter le déroulement du plan lui-même (si l'agrégation des projets quelquefois sans lien entre eux, qui constituaient le plan, avait pu assurer leur exécution sans heurts), même s'il est évident que les résultats importants obtenus en matière de croissance et d'investissement - malgré certaines déficiences n'auraient pas pu être atteints sans ces nationalisations. Ces déficiences peuvent être résumées comme suit, dans le cadre de notre étude.

1. S'agissant de l'investissement dans les industries de biens de consommation, on a trop mis l'accent sur les biens de consommation durables modernes, c'est-à-dire sur les biens de luxe tels que voitures particulières, télévisions, réfrigérateurs et machines à laver électriques. Compte tenu du faible niveau de développement industriel du pays ces industries n'ont pu démarrer que sous forme d'industries de montage, et la plus grande partie des pièces détachées étaient importées de l'extérieur. Ces industries de montage devaient pour exister avoir une capacité de production minimale. Cette capacité, comme cela s'est avéré dans la pratique n'aurait pas pu alimenter des exportations : la plupart des pièces détachées devaient être importées et les compétences nécessaires devaient être acquises progressivement, si bien que les coûts ont été élevés et les prix n'ont pas pu soutenir la concurrence sur le marché mondial (parfois lorsque ces biens étaient exportés, les gains en devises étaient inférieurs au coût en devises des pièces détachées). Ces biens devaient donc être nécessairement vendus sur le marché interne, ce qui a entraîné l'établissement de demandes de consommation et de niveaux de consommation supérieurs à ceux que justifiaient les besoins de l'économie et a encouragé, comme nous l'avons vu, le processus de désaccumulation et accentué les pressions inflationnistes.

D'autre part, et ceci est encore plus important, en raison des nouvelles habitudes de consommation très répandues les besoins en devises étaient très élevés et ces besoins n'avaient pas été bien calculés au démarrage du plan ce qui a contribué à accroître rapidement le déficit de la balance des paiements. Lorsque, par suite de l'insuffisance de devises ou par suite du recours à la hausse des prix selective pour lutter contre l'inflation, les prix de ces biens ont été augmentés, la capacité a vite été excédentaire et il a fallu arrêter la production ou la réduire considérablement, et donc ne pas utiliser les ressources en capital et la main-d'oeuvre.

Les besoins excessifs de devises de ces branches de production pour l'importation de pièces détachées, de biens d'équipement et de biens de production ou de consommation complémentaires, ont été l'un des principaux facteurs non seulement de la crise de la balance des paiements qui s'est manifestée nettement à la fin du plan, mais aussi du ralentissement général de la croissance économique dans les années qui ont suivi, ces besoins ont en effet affecté les besoins en biens d'équipement ou biens intermédiaires d'autres industries plus vitales et aucun plan rationnel, fixant les priorités en matière d'affectation des devises, n'avait été prévu. Cette mauvaise orientation de l'investissement en biens de consommation vers ces industries pourrait, de prime abord, être attribuée au choix du principe de la substitution aux importations comme critère d'affectation de l'investissement et aux mauvais calcul économique des besoins directs et indirects en devises. Mais, en dernière analyse, cette orientation de l'investissement ne peut pas être séparée du caractère de classe qui prévalait au niveau technique et économique supérieur au moment de l'élaboration du plan. Si ces investissements avaient été acheminés vers les biens de consommation de masse, les résultats auraient été totalement différents et l'ampleur et l'effet du déficit systématique auraient été moins accusés.

2. La seconde insuffisance majeure, qui affecte également la situation de la balance des paiements est liée au type des industries choisies pour la promotion des exportations. L'Egypte étant un gros producteur de coton, on a supposé que les industries textiles devaient être développées et l'on n'a pas tenu compte du fait que la plupart des pays en voie de développement commençaient d'abord par créer des industries textiles pour alimenter leur marché interne et que les termes de l'échange des textiles étaient en baisse sur le marché international. De façon plus générale, lors de l'élaboration du plan, l'effet économisateur des dotations en ressources naturelles a été surestimé et des études prévisionnelles des conditions du marché mondial n'ont pas été effectuées. Lorsqu'on tient compte du coût en devises des machines importées pour l'industrie textile par exemple on ne peut pas

affirmer que le résultat global a été un accroissement net des gains en devises procurés par l'industrie textile en expansion.

3. le troisième point porte sur l'affectation des investissements dans le secteur agricole. Dans une économie essentiellement agricole lorsque l'on ne tient pas compte des possibilités d'emprunt extérieur le taux d'investissement réel par opposition au taux monétaire - que l'on peut atteindre sans provoquer des déséquilibres sectoriels dans l'économie, dépend dans une large mesure du surplus agricole qui peut-être réalisé en vue soit de l'exportation soit de l'alimentation de la population industrielle croissante soit de la fourniture de matières premières à l'industrie.

Le revenu agricole s'est néanmoins accru au cours de la période du premier plan quinquennal à un taux annuel de 3 p. 100 seulement soit moins de la moitié du taux moyen de croissance de l'économie dans son ensemble et soit presque le taux d'accroissement démographique (2,8 p. 100). Ce taux est inférieur de 40 p. 100 au taux de croissance agricole prévu (5%). Ce résultat s'explique en partie par le fait que le taux réel d'investissement agricole a été de 50 p. 100 inférieur au taux prévu. D'autre part la plus grande part de l'investissement effectif dans l'agriculture est allée à l'expansion extensive plutôt qu'intensive. Ce type d'investissement n'est rentable qu'à long terme, mais il y a toutefois, des raisons de croire que le rendement des investissements effectués dans ce secteur a été moins important qu'on aurait pu l'espérer. Si une plus grande partie de cet investissement avait été affectée à l'expansion intensive, cela aurait pu contribuer à la réduction de la pression inflationniste et du déficit de la balance des paiements. Toutefois pour que ces investissements soient d'une rentabilité maximale, il aurait fallu que le système foncier et l'agriculture aient été réorganisés de façon plus approfondie que ce ne fut le cas pendant la période du plan. Il semblerait donc que ce sont les forces sociales à cause desquelles le secteur agricole - malgré son importance relative et les variations considérables de la propriété - n'a contribué que pour 2 p. 100 aux impôts directs,

qui ont arrêté le processus de réorganisation qui aurait assuré la rentabilité de l'investissement.

Le Système financier, l'équilibre et rendement.

En résumé : on peut dire que certains facteurs socio-économiques fondamentaux ont été la cause profonde du recours large au déficit systématique pendant la période du premier plan quinquennal et que c'est l'utilisation de cette méthode de financement - et non l'accroissement en soi du taux d'investissement - qui a créé certaines pressions inflationnistes générales et sectorielles qui, outre leurs autres effets sociaux négatifs, ont entraîné une hausse des coûts d'investissement et en ont réduit la rentabilité général. Le déficit systématique a aussi été la cause de l'apparition de différentes pénuries et goulots d'étranglement (notamment au plan des importations de biens de capital, de biens intermédiaires et autres facteurs de production), de la désorganisation de l'exécution de certains projets d'investissement et d'une baisse du taux global de croissance économique, vers la fin de cette période notamment.

De même, nous avons vu que la structure de projets d'investissement choisie - déterminée elle aussi dans une grande mesure par les mêmes facteurs socio-économiques - a renforcé, plutôt qu'atténué, les effets négatifs du recours large au déficit systématique.

On peut ajouter ici que ces effets négatifs de la structure d'investissement sont peut être plus profonds et plus durables que ceux de la pratique du déficit systématique, puisqu'ils influent directement sur le type de la structure d'offre qui est moins facilement façonnable ou transformable que la structure de demande. C'est ce qu'a montré le fait que, au moment où les risques d'inflation se sont concrétisés et où on a recouru à une politique contre-expansionniste en 1965 la capacité et la main d'oeuvre sont immédiatement devenues excédentaires (chomage ouvert ou déguisé)

surtout dans certaines industries produisant des biens de consommation de luxe durables et le taux global de croissance économique a considérablement décliné au cours des deux années qui ont suivi. Les prix de certains de ces biens - qui avaient été élevés pour pouvoir absorber le pouvoir d'achat excédentaire - ont dû être abaissés et l'achat à crédit a dû être réintroduit, malgré la nécessité reconnue de réduire le niveau général de la consommation.

Les remarques qui précèdent devraient constituer un réponse - non organisée cependant - aux questions soulevées au début de cette partie de l'étude à savoir dans quelle mesure le système financier a contribué à l'établissement d'un équilibre général et sectoriel entre les flux monétaires et les flux de biens et à engendré une certaine rentabilité de l'économie. En fait une réponse méthodique ne s'imposait pas. En effet, dans la période qui a précédé le premier plan et les nationalisations c'est-à-dire avant 1960, le système financier en soi ne pouvait engendrer que le degré d'équilibre (ou de non-équilibre) et le degré de rendement (ou l'absence de rendement) que l'on peut attendre d'une économie obéissant aux lois générales du développement capitaliste. La seule remarque qui mérite d'être soulignée ici, une fois encore, c'est que la politique financière expansionniste adoptée après 1955 a permis, dans le contexte notamment d'une économie qui a pu être progressivement soustraite à la domination impérialiste, d'utiliser pleinement les ressources en capital qui avaient été créées et accumulées dès la fin de la seconde guerre mondiale mais n'avaient pas été totalement exploitées parce que la double exploitation des masses égyptiennes par les forces étrangères et les forces féodales (sans oublier le capitalisme local), qui est allée de pair avec une restriction des échanges extérieurs et des relations économiques de l'Egypte imposée par la domination étrangère, n'a pas favorisé l'apparition du pouvoir d'achat nécessaire pour stimuler la pleine production, et il est probable, comme nous l'avons déjà suggéré, que cette politique monétaire expansionniste a été le facteur principal, directement responsable du taux de croissance remarquable - dans un cadre capitaliste - réalisé entre 1955 et 1960 en conditions de stabilité relative des prix.

Avec l'introduction de la planification et les nationalisations des secteurs modernes de l'économie à partir de 1960, la situation devient plus complexe parce que, bien que certaines des lois économiques du système capitaliste aient cessé de fonctionner, les lois régissant le fonctionnement d'une économie socialiste n'étaient pas encore manifestes. Le fait est que, bien que la nationalisation des principaux moyens de production modernes compris les institutions financières - constitue une condition - nécessaire nécessaire de la création d'un tel système elle n'est pas une condition suffisante. Si l'on s'en tient seulement ici à certains aspects économiques de la question, il faut noter que les instruments, les institutions, les techniques et les règles économiques et financiers, nécessaires pour le fonctionnement de ce système doivent être créés et utilisés et que les lois économiques qui lui sont propres doivent être admises. Dans le cas contraire même si des progrès peuvent être faits sur d'autres fronts, il peut arriver que les forces et les mécanismes qui favorisent un certain degré de rendement dans le système capitaliste ayant disparu, les normes et les mécanismes qui contribuent au rendement supérieur du système socialiste brillent par leur absence.

Aux débuts de l'adoption du système de la planification, notamment lorsque la production capitaliste et petite marchande domine dans certains secteurs importants, comme c'est le cas par exemple dans l'agriculture égyptienne, et en conséquence lorsque les forces du marché et les lois capitalistes régissent une grande partie de l'activité économique, des bilans-matières et des contrôles matières s'imposent alors car ce sont les seuls moyens qui assurent l'élaboration d'un plan réaliste et équilibré et son exécution adéquate. Cet instrument qui est la planification économique devient d'autant plus facile à utiliser qu'au début, les différentes ressources existantes étant plus rares que dans une économie développée, il existe encore moins de façons de les utiliser et le choix entre les différentes utilisations se dégage plus nettement, si bien que

le rôle des forces de marché et des mécanismes des prix qui du fait même du caractère mixte de l'économie, ne peuvent pas être facilement contrôlés - peut-être considérablement réduit sans créer des difficultés et des complications insurmontables.

Il se trouve que le plan n'a été élaboré qu'à partir d'estimations financières. De plus, ces estimations n'étaient nullement globales, mais avaient plus le caractère de projets d'investissement groupés et plus ou moins coordonnés que le caractère de plans financiers réels globaux et détaillés. D'ailleurs, entre les effets destructeurs, des forces du marché se dégageant des secteurs de production capitaliste et petit marchand il n'y a eu aucun appareil ou mécanisme pour assurer que les flux financiers réels au niveau tant global que sectoriel - et encore bien moins au niveau des entreprises - respecteraient les normes et critères d'équilibre - plus ou moins général - établis par le plan. L'Etat disposait en particulier d'un appareil déjà constitué et utilisable et assez bien développé, le système bancaire, mais il n'a pas pu en exploiter la fonction essentielle à savoir le contrôle avant dépense et l'évaluation après dépense en partie parce que le plan financier ne se prêtait pas facilement à ses tâches et en partie parce que, pour différentes raisons, le système bancaire et sa direction continuaient à opérer selon les mêmes conceptions, les mêmes procédures et objectifs hérités de l'époque pré-planification et pré-nationalisation. En effet, sauf en ce qui concerne certains contrôles et directives de l'Etat, ce système fonctionnait comme s'il desservait une économie purement marchande. Enfin la rentabilité, lorsqu'elle était utilisée comme critère d'efficacité de **la gestion ou le rendement des entreprises**, était toujours définie, dans une large mesure, comme elle l'aurait été dans une économie capitaliste. Or cette définition est à la fois plus limitative et plus large que le concept socialiste de rentabilité qui tient compte de nombreux autres facteurs qui influent sur l'efficacité de fonctionnement de l'économie interne et externe de l'entreprise et en même temps écarte le hasard, et les facteurs transitoires, spéculatifs et purement de prix. Dans la mesure où cette transformation n'est pas intervenue, alors que dans les

économies planifiées elle est fonction du système financier et qu'elle est l'un des principaux facteurs qui contribuent à leur efficacité générale, on peut dire que, dans ce contexte, le système financier ne s'est pas encore adapté aux transformations qui s'opèrent dans l'économie et la société égyptiennes.